

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS  
ADMINISTRATION DES BATIMENTS PUBLICS  
DIVISION DES SERVICES REGIONAUX  
AVIS D'ADJUDICATION

Le jeudi 4 mars 2004 à 10:00 heures du matin, il sera procédé aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg, à l'ouverture de la soumission concernant les travaux de

POSE D'UNE CONDUITE D'EAU AU CITE STAFELTER-WALDHAFF

Envergure:  
Part A: conduite d'eau potable DN 150

- terrassement ± 1.500 m³
- travaux de conduite d'eau (DN 150 mm en F.D.) ± 700 m
- enduit bicouche ± 2.500 m²

Part B: conduite d'eau potable DN 100

- terrassement ± 600 m³
- travaux de conduite d'eau (DN 100 mm en F.D.) ± 350 m

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Le début des travaux est prévu pour le mois de **mai 2004**. La durée des travaux est de **100** jours ouvrables.

Les amateurs sont tenus d'introduire leur **candidature écrite** au moins 1 jour ouvrable avant de retirer le dossier de soumission à l'Administration des Bâtiments publics "Soumissions" Boîte Postale 112 L-2011 Luxembourg Télécopieur: 46 19 19 - 555

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration **au plus tôt le jeudi 12 février 2004**.

Les pièces conformes aux prescriptions du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 et portant l'inscription: **"Soumission pour les travaux de pose d'une conduite d'eau au cite Stafelter-Waldhaff"** doivent se trouver aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg, avant l'heure fixée pour l'ouverture.

Luxembourg, le 2 février 2004  
La Ministre des Travaux publics  
Erna Hennicot-Schoepges

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS  
ADMINISTRATION DES PONTS ET CHAUSSEES  
DIVISION CENTRALE DE LA VOIRIE  
AVIS D'ADJUDICATION

Le mercredi 17 mars 2004 à 10.00 heures, il sera procédé au bâtiment des Ponts et Chaussées à Luxembourg, 26, rue N. Adames à l'ouverture de la soumission relative au

REAMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES DANS LA ZONE DE L'AEROGARE - DEVIATION DE LA RN1 (2X2 VOIES)

Volume des travaux:

- déviation de la RN1 à 2x2 voies sur 800 mètres entre l'échangeur dénivelé de l'Hôtel "Ibis" et le carrefour côté Golf/Senningerberg et séparées par une berme centrale.
- démolition du pont de l'échangeur
- construction d'un giratoire (Golf) et d'un carrefour à niveau (Ibis) avec feux tricolores
- structure de la chaussée:
  - concassé de cardère et HF 0/50
  - 1 couche en grave-bitume 0/25
  - couche de roulement en Splittmastix 0/12 E
  - + l'équipement nécessaire y relatif

Durée prévisible des travaux:  
220 jours ouvrables

Début prévisible des travaux:  
septembre 2004

Les documents sont à la disposition des intéressés audit bâtiment les jours ouvrables de 8 à 12 heures à partir du **11 février 2004** contre présentation d'une copie de virement de 250 € versés sur le compte IBAN LU13 1111 0011 4679 0000 auprès des Comptes Chèques Postaux Luxembourgeois (CCPL) au nom de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Les pièces de soumission ne peuvent être délivrées que jusqu'à 7 jours avant la date fixée pour la remise des soumissions.

**Il ne sera procédé à aucun envoi des documents.**

Les offres sont à remettre avant les jour et heure respectifs à Monsieur l'ingénieur première classe, 26, rue Nicolas Adames à Luxembourg ou à la B.P. 20/L-2010 Luxembourg, conformément aux stipulations du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

Luxembourg, le 11 février 2004  
La Ministre des Travaux publics  
Erna Hennicot-Schoepges

MINISTERE DE L'INTERIEUR  
RECRUTEMENT DE DEUX (2) INGENIEURS (M/F) POUR LA POLICE GRAND-DUCALE

pour le compte de la Direction Générale (1 poste) et du Service de Police Judiciaire (1 poste).

Le poste vacant à la Direction Générale s'inscrit dans le cadre de la gestion de projets informatiques et de la mise en place de systèmes afférents. L'emploi au Service de Police Judiciaire s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les infractions graves en relation avec les nouvelles

technologies de l'information et de la communication.

**I. Les conditions d'admission à l'examen-concours:**

Les candidats à ces postes devront remplir les conditions suivantes:

1. être de nationalité luxembourgeoise;
2. être détenteurs d'un diplôme d'ingénieur en informatique délivré par une université ou une école d'enseignement supérieur du degré universitaire après un cycle complet d'au moins quatre années d'études universitaires.

**II. Le dossier de candidature**

Le dossier de candidature est à adresser au Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sécurité Intérieure, 19, rue Beaumont, L-2933 Luxembourg, pour le vendredi, 05 mars 2004 au plus tard.

Les dossiers de candidature doivent obligatoirement être accompagnés des pièces suivantes:

1. un extrait récent de l'acte de naissance;
2. une photocopie de la pièce d'identité;
3. un certificat de nationalité;
4. un extrait récent du casier judiciaire;
5. une notice biographique détaillée;
6. des diplômes:
  - a. de fin d'études secondaires,
  - b. de fin d'études universitaires dans la spécialité requise;
7. un arrêté d'homologation ou une inscription au registre des titres des diplômes universitaires à délivrer par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Les copies fournies doivent toutes être certifiées conforme à l'original.

**III. L'examen-concours:**

L'examen-concours aura lieu le jeudi 1er avril 2004 et comportera un travail d'analyse et de conception, un contrôle des connaissances générales ainsi qu'une épreuve de langue luxembourgeoise (traduction). Des renseignements supplémentaires peuvent être demandés auprès du Ministère de l'Intérieur (tél. 478-2818).

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE  
INSTITUT NATIONAL D'ADMINISTRATION PUBLIQUE  
APPEL DE CANDIDATURES

L'Institut National d'Administration Publique envisage de procéder à la mise en place d'une

**démarche en vue de l'établissement de plans de formation**

des différentes administrations publiques.

L'appel de candidatures peut être retiré à partir du lundi, 16 février 2004 à 08.00 heures à l'Institut National d'Administration Publique, 41b, boulevard Roosevelt à Luxembourg. Il peut également être commandé par fax au numéro 478 3160 ou par mél auprès de [Romain.Kieffer@inap.etat.lu](mailto:Romain.Kieffer@inap.etat.lu)

Les candidats sont priés de remettre à l'Institut National d'Administration Publique, 41b, boulevard Roosevelt à Luxembourg pour le vendredi, 19 mars 2004 à 18.00 heures au plus tard leur candidature, conformément aux spécifications de l'appel de candidatures.

POSTE VACANT

La Direction de la Santé procède à l'engagement à mi-temps et à durée déterminée

**d'un diététicien m/f ou d'un infirmier hospitalier gradué m/f avec expérience en santé publique**

pour les besoins de la Division de la Médecine Préventive et Sociale.

Des renseignements supplémentaires pourront être demandés par téléphone au 478-5544/5563.

Les demandes avec curriculum vitae ainsi que les copies des diplômes et certificats certifiés conformes aux originaux sont à adresser à la Direction de la Santé, Villa Louvigny, Allée Marconi L-2120 Luxembourg pour le 19 février 2004 au plus tard.

MINISTERE DE LA JUSTICE  
REVISEURS D'ENTREPRISES  
CERTIFICAT DE FORMATION COMPLEMENTAIRE

Les personnes désirant, en vue de l'obtention du certificat de formation complémentaire prévu à l'article 3, paragraphe (1) du règlement grand-ducal modifié du 29 janvier 1993 déterminant les conditions de qualification professionnelle des réviseurs d'entreprises, se soumettre, pendant l'année académique 2003/2004, aux épreuves d'aptitude, sont invitées à adresser **par courrier recommandé avec accusé de réception et cela impérativement avant le 8 mars 2004**, une demande afférente au Ministre de la Justice à L-2934 Luxembourg.

Pour être admise à l'épreuve, la personne concernée doit soit

a) être candidat réviseur d'entreprises, c'est-à-dire, avoir été admise au stage professionnel de réviseur d'entreprises prévu à l'article 4 du règlement grand-ducal du 29 janvier 1993 précité et avoir fait confirmer, par son

maître de stage, l'inscription effective au stage;

b) avoir été inscrite au stage professionnel de réviseur d'entreprises avant le 1er mai 1993 conformément aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 16 août 1984 déterminant les conditions de qualification professionnelle des réviseurs d'entreprises;

c) être titulaire d'un agrément qui permet l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises dans un autre Etat membre de l'Union européenne;

d) remplir les conditions d'agrément, au sens de l'article 1er a) de la directive 89/48/CEE du 21 décembre 1988, dans un autre Etat membre de l'Union européenne;

e) être titulaire d'un agrément dans un Etat tiers imposant les mêmes conditions ou des conditions équivalentes à celles prévues aux articles 3 à 8 de la directive 84/253/CEE du 10 avril 1984 et assurant la réciprocité aux candidats luxembourgeois.

Pour éviter que leur demande d'inscription ne puisse être retenue, les personnes désirant se soumettre aux épreuves d'aptitude tiendront compte des remarques suivantes:

1. Toute demande d'inscription n'étant pas parvenue, pour une raison ou une autre, au Ministre de la Justice **par courrier recommandé avec accusé de réception pour lundi, 8 mars 2004**, sera refusée.

2. Les matières dans lesquelles il y a lieu de se soumettre à une épreuve d'aptitude sont celles reprises à l'article 3, paragraphe (1) du règlement grand-ducal modifié du 29 janvier 1993 déterminant les conditions de qualification professionnelle des réviseurs d'entreprises.

3. Ne seront retenues que les demandes d'inscription accompagnées:

- de la formule d'inscription éditée par le département de formation juridique du Centre universitaire de Luxembourg, dûment complétée;
- des informations supplémentaires demandées par le ministère de la Justice;
- des documents requis mentionnés ci-dessous.

4. Les personnes visées aux points a) et b) ci-dessus ne pourront se soumettre à une épreuve que dans les seules matières dans lesquelles:

- elles se sont inscrites en automne 2003 pour suivre les cours de formation complémentaire afférents;
- elles auront obtenu un taux de présence physique égale à au moins 60% des heures de cours enseignées.

5. Par mesure d'exception, les personnes visées aux points c), d) et e) ci-dessus ne sont

pas obligées de joindre à leur demande d'inscription la fiche éditée par le Centre universitaire de Luxembourg. Dans ce cas, elles énuméreront dans leur demande les matières dans lesquelles elles désirent se soumettre à une épreuve d'aptitude.

6. Les personnes visées au point b) ci-dessus joindront à leur demande une **attestation récente** de leur maître de stage certifiant qu'elles continuent d'être inscrites au stage professionnel.

7. Les personnes visées aux points c), d) et e) ci-dessus joindront à leur demande une **copie conforme** des documents respectifs témoignant de leur statut, à moins que le Ministère de la Justice n'en dispose déjà.

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES  
SOCIETE NATIONALE DE CONTROLE TECHNIQUE SARL  
AVIS PUBLIC

CERTIFICAT POUR L'IMMATRICULATION D'UNE VOITURE PROVENANT D'UNE SUCCESSION

La pratique actuelle pour l'immatriculation en cas de changement de propriétaire d'un véhicule provenant d'une succession est complétée à partir du 1er février 2004 par une nouvelle procédure plus simple.

Les changements de propriétaire relatifs aux véhicules en question sont effectués par la Société Nationale de Contrôle Technique sur présentation d'un **certificat** délivré par le receveur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Le certificat est délivré aux héritiers ou légataires du véhicule concerné après le dépôt de la déclaration de succession auprès du receveur compétent de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sur présentation d'une pièce d'identité et de la carte d'immatriculation ("carte grise") du véhicule concerné.

Le certificat remplace les autres documents exigés jusqu'à présent par la Société Nationale de Contrôle Technique pour l'immatriculation ou la cession d'un véhicule provenant d'une succession, comme par exemple un acte de notoriété, une copie d'une déclaration de succession, d'un testament ou d'un contrat de mariage.

Le changement de propriétaire sur base d'un acte de notoriété ou bien d'un certificat d'hérédité reste toujours possible, notamment lorsque la déclaration de succession n'a pas encore été déposée.

